

BANQUE DE FRANCE

TENDANCES RÉGIONALES

FÉVRIER 2026

Période de collecte :

du mercredi 25 février 2026 au mercredi 04 mars 2026

CONTEXTE NATIONAL

2

SITUATION RÉGIONALE

3

SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE

4

PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE

12

MENTIONS LÉGALES

13



ÎLE-DE-FRANCE

Contexte National

La collecte de cette enquête (environ 8 500 entreprises ou établissements entre le 25 février et le 4 mars) a été marquée à mi-parcours par le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient le 28 février : environ un tiers des réponses ont été recueillies avant cet événement et deux tiers après. Pour février, selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité économique poursuit sa progression à un rythme conforme aux anticipations.

Dans l'industrie, l'activité demeure au-dessus de sa moyenne de long terme pour le neuvième mois consécutif, tirée par les filières technologiques. L'activité dans les services reste soutenue, légèrement au-dessus des anticipations formulées le mois précédent par les chefs d'entreprise, tandis que le bâtiment conserve une dynamique positive malgré un contexte peu porteur.

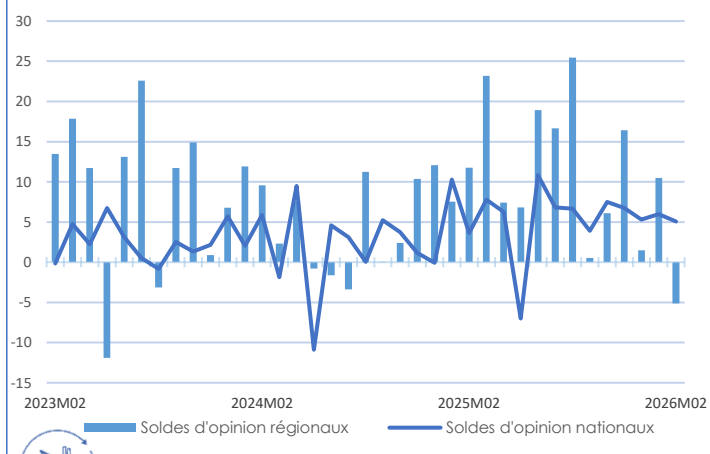
La situation de trésorerie se dégrade légèrement, certaines entreprises signalant un allongement des délais de paiement de leurs clients. Les difficultés d'approvisionnement augmentent faiblement, mais sans signe de détérioration durable. Les prix de vente progressent modérément dans les trois grands secteurs. Le travail temporaire demeure dynamique.

Pour mars, les entreprises anticipaient une activité toujours bien orientée dans l'industrie et les services et plus limitée dans le bâtiment. Cependant, alors que l'incertitude continuait de reculer dans les premières réponses datant d'avant le 28 février, elle a rebondi nettement dans les suivantes, les entreprises évoquant des risques de hausse des prix de l'énergie et de perturbations logistiques.

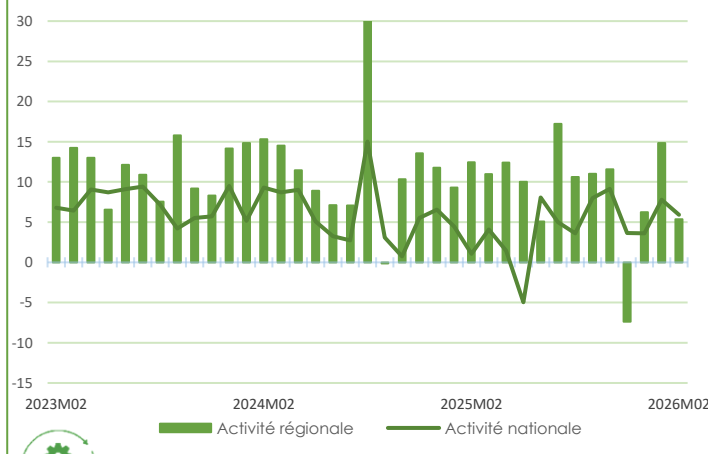
Sur la base des résultats de l'enquête, complétés par d'autres indicateurs, nous confirmons que le PIB pourrait progresser entre 0,2 et 0,3 % au premier trimestre. Cette prévision technique est toutefois soumise à un aléa baissier compte tenu des incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient et à son impact sur les chaînes d'approvisionnement et sur les prix de l'énergie qui pourraient peser sur l'activité en fin de trimestre.

Situation régionale

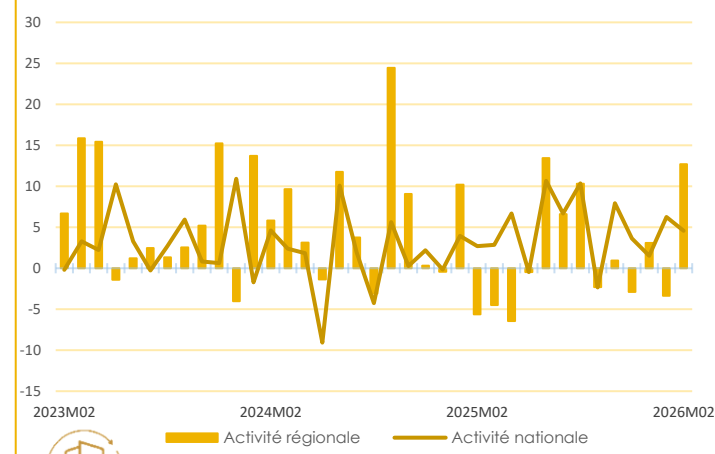
Évolution de l'activité dans l'industrie



Évolution de l'activité dans les services marchands



Évolution de l'activité dans le bâtiment



Source Banque de France

Points Clefs

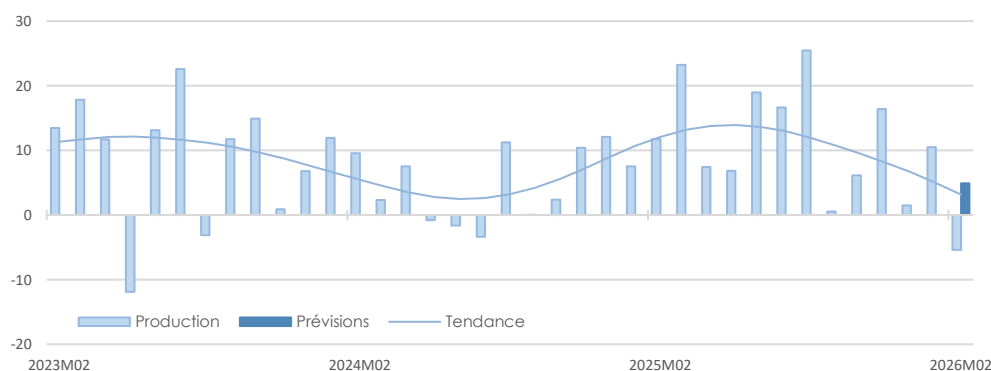
En février, **l'activité économique francilienne** affiche des évolutions contrastées, avec une légère baisse dans l'industrie, une croissance modérée dans les services marchands et un retournement de tendance dans le bâtiment. Le conflit au Moyen-Orient signe le retour des incertitudes, sans impacts matérialisés à ce stade. **L'industrie** recule légèrement, affectée par le secteur automobile dont l'activité a chuté ce mois-ci, impactée par des difficultés structurelles auxquelles s'est ajouté un nombre de jours travaillés réduit en février. L'agroalimentaire se stabilise du fait d'une demande globale en baisse et malgré le déblocage des négociations avec la grande distribution, tandis que les équipements électriques et électroniques repartent à la hausse. **Les services marchands** progressent modérément, portés par une demande qui se maintient malgré un contexte économique toujours jugé défavorable et les incertitudes liées aux tensions géopolitiques actuelles. **Le bâtiment** connaît une nette reprise, tirée par un regain d'activité dans le gros œuvre qui bénéficie d'une saisonnalité de début d'année favorable. Dans l'ensemble, les **prix** restent globalement stables, mais des inquiétudes se font sentir quant à la hausse récente des prix des combustibles. Des besoins de **recrutement** sont observés dans certains services marchands pour accompagner l'activité et renforcer les expertises. Pour mars, les **perspectives** restent orientées positivement dans les trois secteurs, même si les tensions géopolitiques³ et l'attentisme pré-électoral continuent de nourrir les incertitudes.



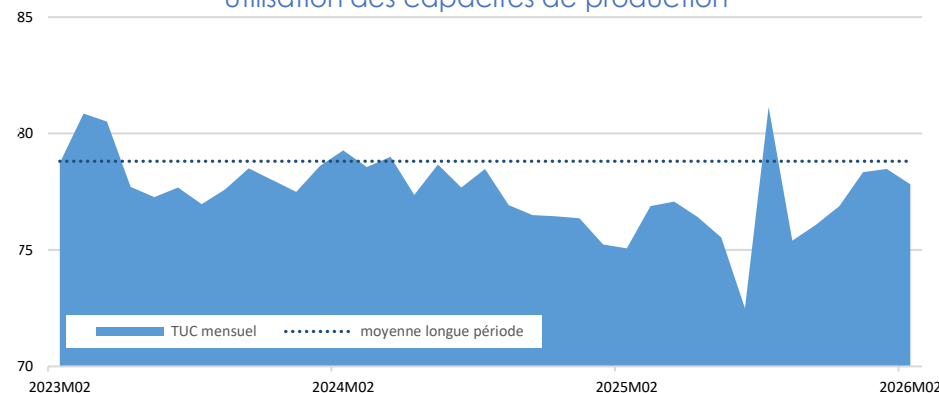
Synthèse de l'Industrie

En février, l'activité dans l'industrie se replie légèrement après plusieurs mois de croissance. Le recul de l'activité concerne le secteur automobile, qui continue de pâtir de difficultés structurelles, et les autres produits industriels, pénalisés par le secteur bois-papier-imprimerie tandis que la chimie continue de très bien se porter. L'industrie agro-alimentaire se stabilise ce mois-ci du fait d'une baisse de la demande globale, malgré le déblocage des négociations avec la grande distribution. Le secteur des équipements électriques et électroniques connaît un nouveau regain porté par la demande à l'export. Les prix et les effectifs sont stables. Un léger rebond est attendu en mars dans l'ensemble, malgré les nouvelles incertitudes de certains industriels quant aux impacts du conflit au Moyen-Orient sur les commandes étrangères et sur les prix du gaz et du pétrole.

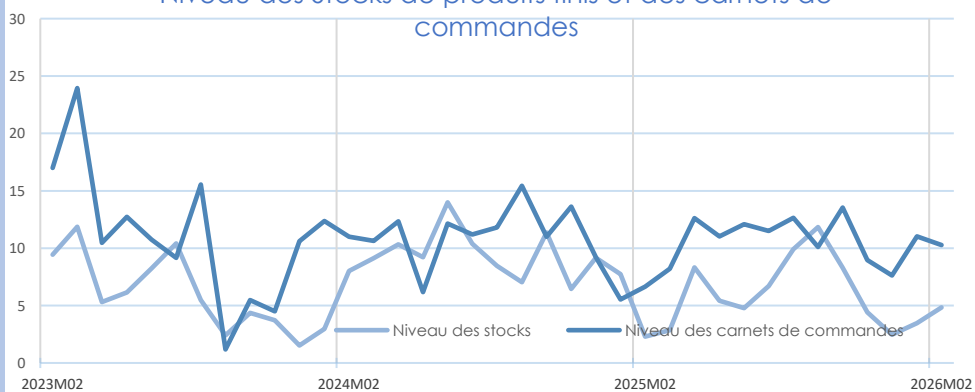
Évolution de la Production



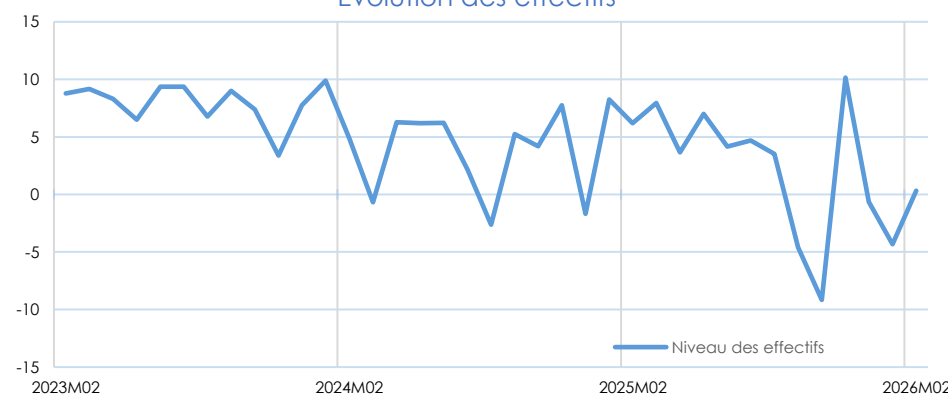
Utilisation des capacités de production



Niveau des Stocks de produits finis et des carnets de commandes



Évolution des effectifs



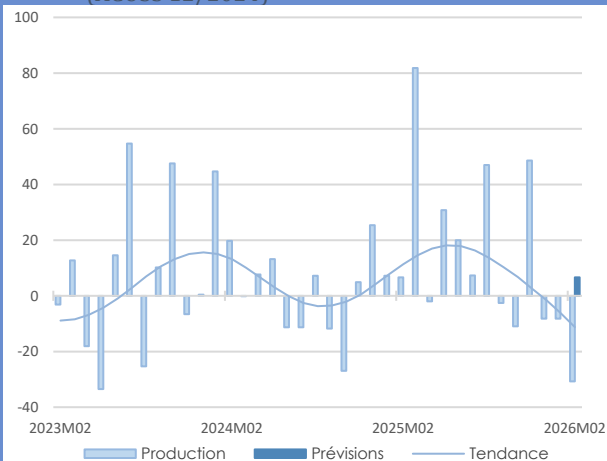
Source Banque de France – INDUSTRIE

INDUSTRIE

INDUSTRIE

18,3%

Part des effectifs dans ceux de l'industrie
(ACOSS 12/2024)



Matériels de transport

Après deux mois déjà en retrait, l'activité a enregistré en février une correction plus marquée. L'industrie automobile a particulièrement souffert, la baisse de la demande globale s'accompagnant d'une baisse du taux d'utilisation des capacités de production. Les prix des matières premières, ainsi que ceux des produits finis, sont restés stables. Les carnets de commandes demeurent bien orientés, soutenus par la bonne tenue du secteur aéronautique-spatial-défense. La contraction de l'activité ne devrait pas se prolonger en mars.

Un net recul de l'activité en février, du aux difficultés du secteur automobile.

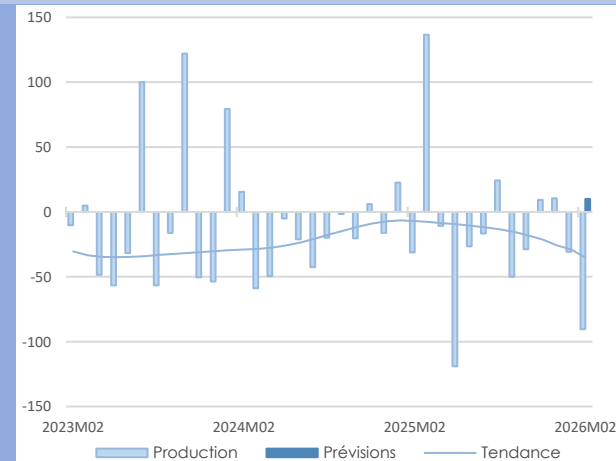
dont Industrie automobile

La production s'est fortement contractée au mois de février dans l'industrie automobile. La chute de la demande globale reste la cause principale, en lien avec les difficultés structurelles présentes dans le secteur. Par ailleurs, le nombre de jours travaillés réduit ce mois-ci a entraîné une baisse de la production. Les prix des matières premières se sont légèrement renchérissés, sans impact notable sur ceux des produits finis. Malgré des carnets de commandes qui demeurent très en deçà des attentes des industriels, un léger regain d'activité est prévu pour le mois de mars.

L'activité est en net recul au mois de février.

45,3%

Part des effectifs dans ceux du matériel de transport (ACOSS 12/2024)



INDUSTRIE

L'activité a continué de croître en février.

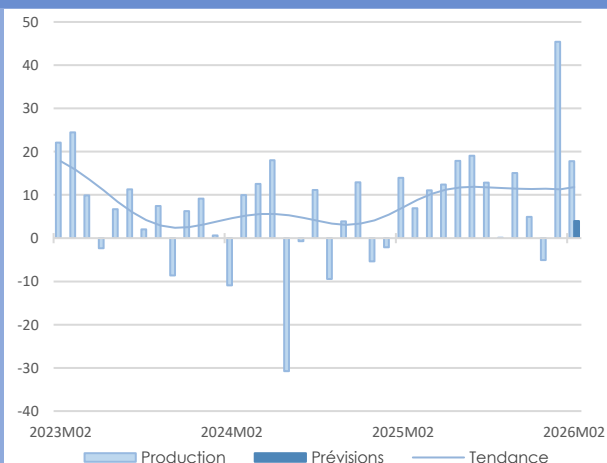
La croissance de l'activité s'est poursuivie au mois de février, soutenue par la demande globale et principalement par le dynamisme de sa composante à l'export. Le secteur bénéficie notamment de retombées positives du secteur aéronautique-spatial-défense. Les prix des matières premières s'inscrivent en légère hausse, avec un impact de même ampleur sur les prix des produits finis. Avec des carnets de commandes toujours proches de leurs besoins pour la période, les industriels attendent un maintien de l'activité dans les prochaines semaines.

L'activité se stabilise dans un contexte de demande qui demeure relativement atone.

Après la forte croissance du mois de janvier, la production dans l'industrie agro-alimentaire s'est stabilisée au mois de février. En cause une demande globale en baisse par rapport au mois précédent. Néanmoins, le déblocage des négociations avec la grande distribution au début du mois de mars a eu, pour certains industriels, un impact positif sur les commandes et l'écoulement des stocks. Les prix des matières premières et des produits finis sont stables. Les carnets de commandes sont proches de l'attendu des industriels pour la période. Un léger regain de l'activité est attendu pour le mois de mars.

18,2%

Part des effectifs dans ceux de l'industrie
(ACOSS 12/2024)

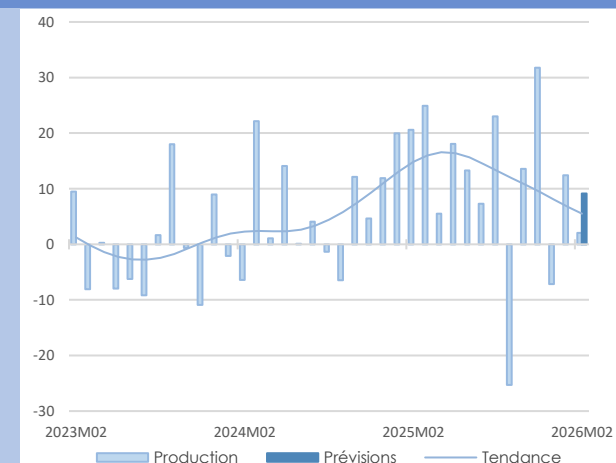


Équipements électriques et électroniques, autres machines

Industrie agro-alimentaire

18,1%

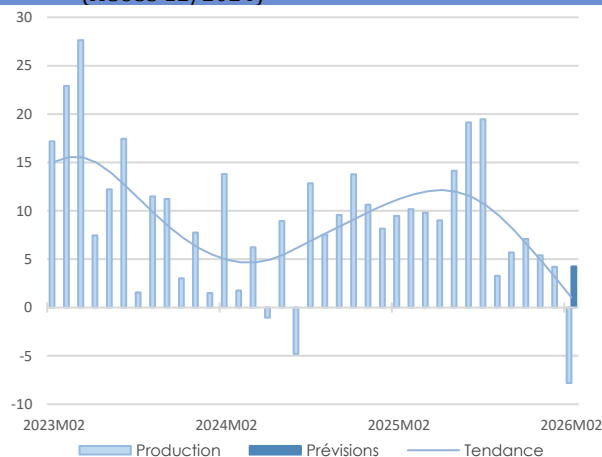
Part des effectifs dans ceux de l'industrie
(ACOSS 12/2024)



45,4%

Part des effectifs dans ceux de l'industrie
(ACOSS 12/2024)

Autres produits industriels



L'activité s'est repliée au mois de février. La demande globale a en effet peu évolué au cours de la période, pénalisée notamment par les reculs observés dans les sous-secteurs du bois-papier-imprimerie et de l'industrie pharmaceutique. Au contraire, la chimie continue de bien se porter, tandis que les produits en caoutchouc-plastique, qui ont enregistré un léger rebond d'activité. L'activité devrait demeurer stable dans les prochaines semaines.

L'activité s'est repliée en février dans la plupart des segments.

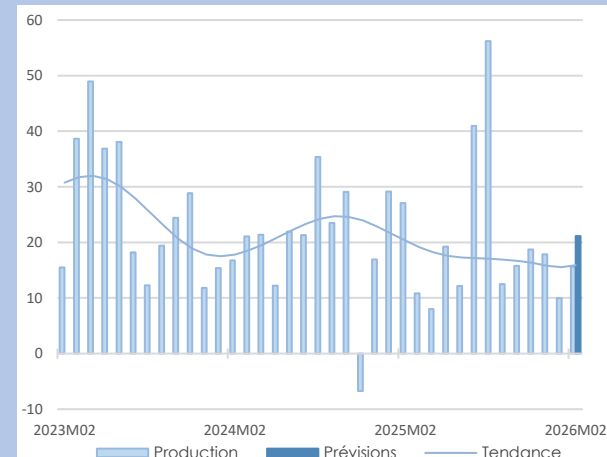
dont Industrie chimique

La croissance de l'activité s'est poursuivie en février. La demande est restée bien orientée à l'export, soutenue notamment par certains marchés asiatiques et par l'arrivée de nouveaux clients. La visibilité des industriels demeure limitée avec des carnets de commandes relativement courts. Les prix des matières premières sont demeurés stables, tandis que ceux des produits finis ont enregistré une légère hausse. La visibilité des industriels est limitée du fait de carnets de commandes relativement courts et des inquiétudes quant aux impacts de la hausse des prix du pétrole. À court terme, la croissance de l'activité devrait se poursuivre.

L'activité a continué de croître en février, portée par l'export.

18,8%

Part des effectifs dans ceux des autres
produits industriels (ACOSS 12/2024)



INDUSTRIE

Une légère hausse d'activité observée en février.

Après le repli observé en janvier, l'activité a enregistré une légère progression en février. La situation est contrastée, avec une demande globale relativement dynamique, mais des conditions de marché qui demeurent défavorables, notamment sous l'effet de la concurrence chinoise. Si les prix des matières premières sont restés stables, ceux des produits finis ont connu un léger renchérissement. Les carnets de commandes restent inférieurs aux attentes du secteur et les industriels anticipent un nouveau recul de l'activité. Certains industriels font part d'inquiétudes quant aux tensions géopolitiques et aux impacts à venir sur le prix des combustibles.

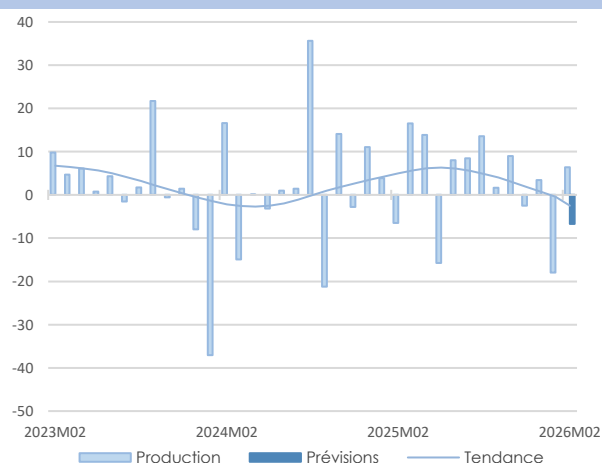
Une contraction de l'activité a été observée sur le mois février.

Après le ralentissement observé en janvier, l'activité a nettement reculé en février, mettant fin à plusieurs mois consécutifs de croissance. La demande globale s'est repliée, pénalisée par une forte contraction des commandes à l'export. À l'inverse, la demande intérieure demeure soutenue par la période électorale. Les prix des matières premières sont restés stables, tout comme ceux des produits finis. Les carnets de commandes se sont dégradés et se situent désormais en deçà des attentes des industriels pour la période. Néanmoins, pour le mois de mars, ces derniers anticipent un léger regain d'activité.

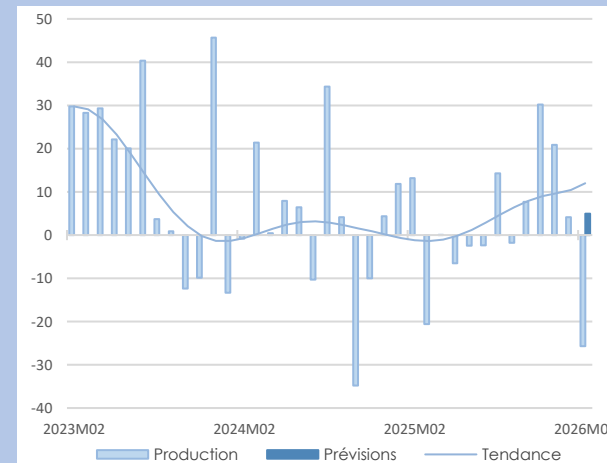
10,2%

Part des effectifs dans ceux des autres
produits industriels (ACOSS 12/2024)

dont Produits en caoutchouc, plastique et autres



dont Travail du bois, industrie du papier et imprimerie



7,2%

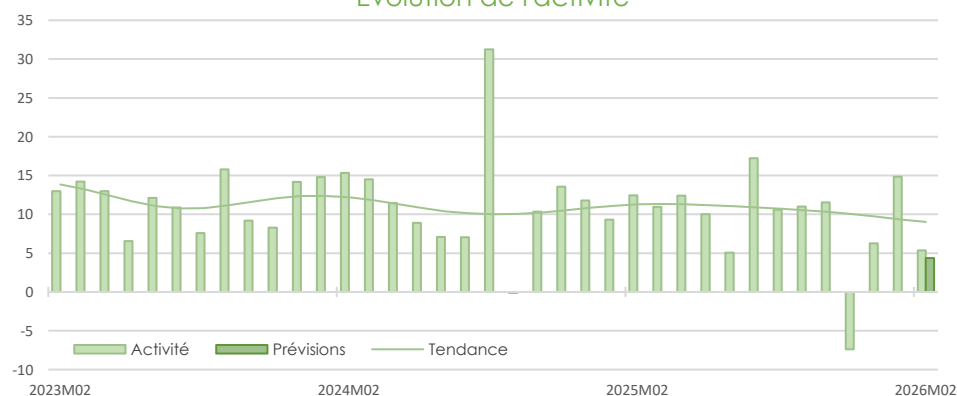
Part des effectifs dans ceux des autres
produits industriels (ACOSS 12/2024)



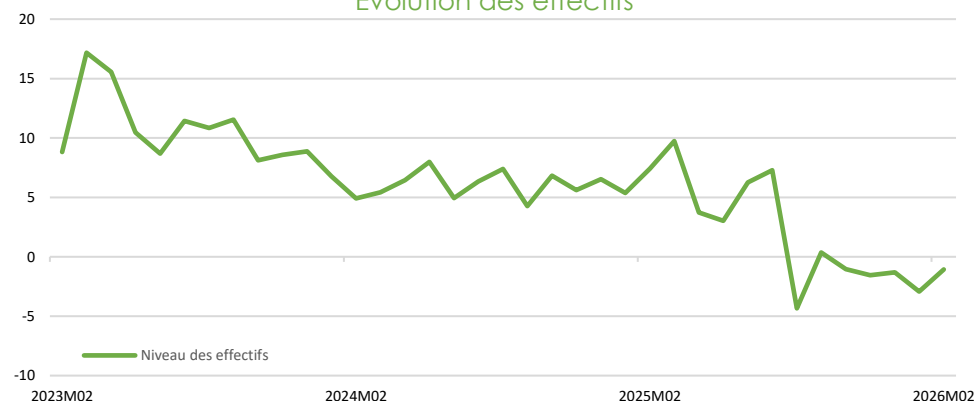
Synthèse des services marchands

Les services marchands enregistrent une légère progression au mois de février, portée par une croissance modérée dans les secteurs majeurs (hôtellerie-restauration, services informatiques, services de soutien aux entreprises), et plus marquée dans certains segments plus spécifiques (édition, ingénierie technique). Globalement, la demande permet de soutenir l'activité malgré un contexte économique jugé défavorable et les incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient. Les besoins de recrutement et les évolutions tarifaires sont favorables. En revanche, les activités juridiques et comptables ainsi que les transports routiers pâtissent respectivement du contexte économique incertain et d'un effet de saisonnalité défavorable. Les perspectives pour mars demeurent porteuses, malgré les fortes incertitudes qui se font ressentir quant aux impacts potentiels de la situation géopolitique.

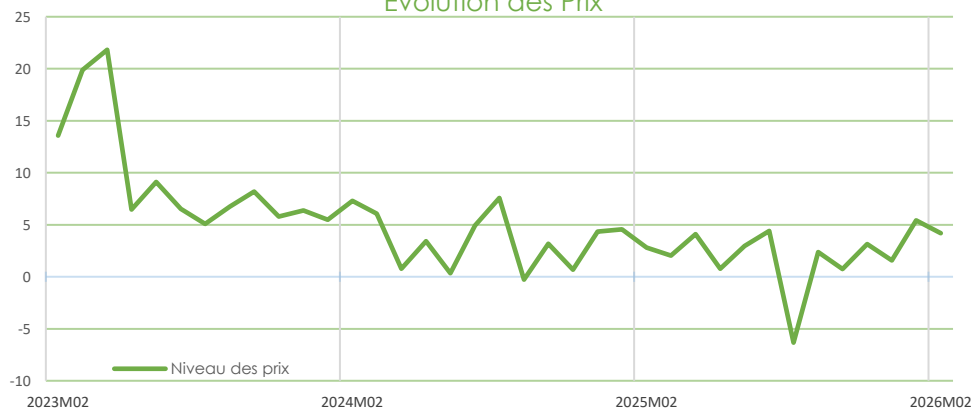
Évolution de l'activité



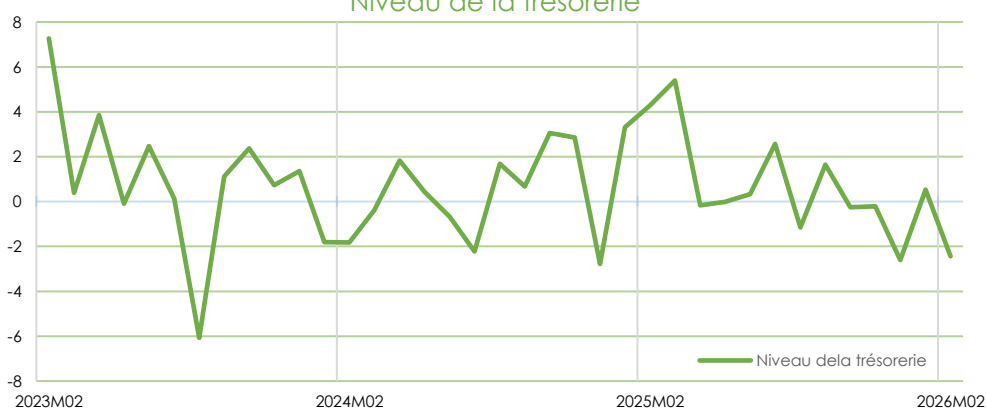
Évolution des effectifs



Évolution des Prix



Niveau de la trésorerie



SERVICES MARCHANDS

SERVICES MARCHANDS

Source Banque de France – SERVICES

22,1%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)

Hébergement et restauration

Après un mois de janvier dynamique, la tendance ralentit sous l'effet d'une baisse d'activité dans l'hôtellerie, alors que la restauration renoue avec la croissance. La saisonnalité pénalise les hôtels franciliens moins fréquentés par la clientèle, majoritairement professionnelle, en période de vacances scolaires. Les prévisions du secteur sont contrastées, entre l'impact potentiel du conflit au Moyen-Orient sur la fréquentation touristique, et le regain d'activité attendu à l'arrivée des beaux jours. Les effectifs actuellement stables, pourraient augmenter dans la restauration.

L'activité globale de l'hôtellerie restauration affiche une décélération.

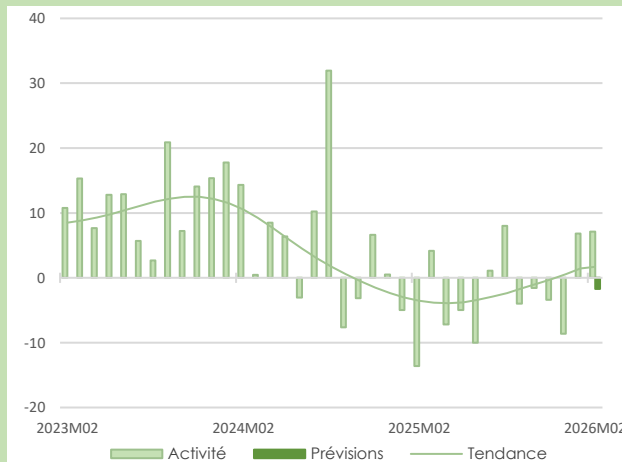
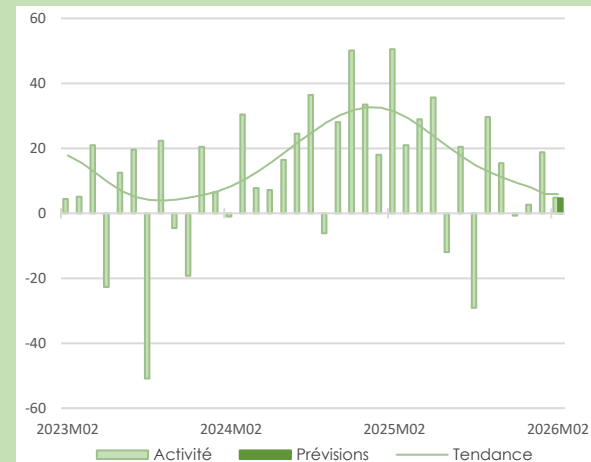
Activités informatiques et services d'information

Le secteur de l'informatique maintient une tendance légèrement haussière au mois de février, portée par la signature de nouveaux contrats significatifs, malgré de légères revalorisations tarifaires appliquées par certains professionnels. La dynamique risque cependant de s'essouffler dès le mois prochain du fait d'un manque de visibilité et d'une demande qui demeure morose, tandis que certaines inquiétudes se font ressentir quant aux impacts indirects du conflit au Moyen-Orient. Par ailleurs, le secteur peine à maintenir ses effectifs et rencontre certaines difficultés de recrutement, notamment sur les profils hautement qualifiés.

La tendance favorable amorcée au mois de janvier se poursuit.

19,2%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)



SERVICES MARCHANDS

L'activité reprend une trajectoire baissière.

L'activité présente une évolution en dents de scie sur les derniers mois. Après le rebond constaté en janvier, une baisse est de nouveau enregistrée au mois de février. L'instabilité du secteur découle d'une part du contexte politico-économique très incertain, et d'autre part de la nature cyclique de certaines activités. Ainsi, malgré la baisse globale dans le secteur, les activités d'audit bénéficient de la période fiscale qui a commencé en février et se poursuivra jusqu'en mai. Une baisse moins prononcée est attendue le mois prochain, dans un contexte de nouvelles incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient qui pénalisent déjà les affaires de certains professionnels.

La dynamique favorable se poursuit dans les services aux entreprises.

Les services administratifs et de soutien restent bien orientés, portés par le nettoyage, dont la demande demeure soutenue malgré la hausse des prix qui freine certains clients. Les activités d'intérim reculent légèrement après le pic saisonnier du mois de janvier, tout en restant soutenues dans les secteurs moteurs du transport et de l'aéronautique. La tendance reste stable pour les activités de location automobile, pénalisées par une demande atone et les exigences réglementaires environnementales. Les effectifs sont globalement stables, tirés par le nettoyage. Les trajectoires de chaque sous-secteur devraient se poursuivre le mois prochain.

17,1%

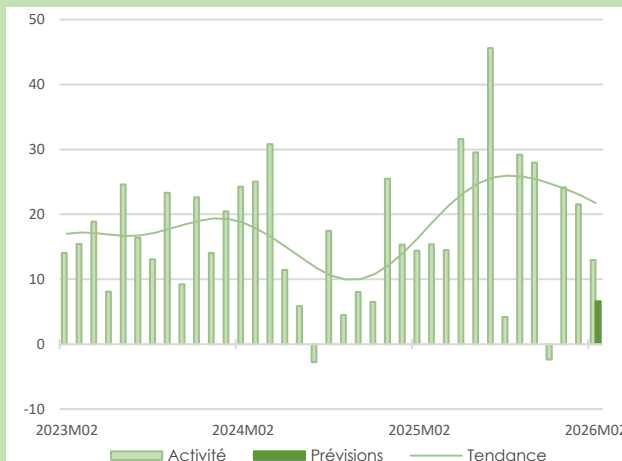
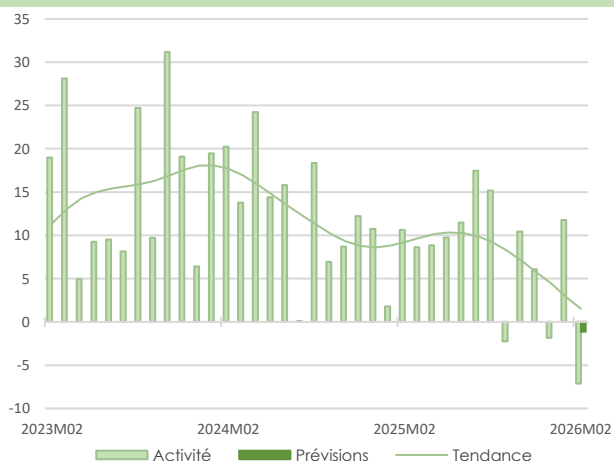
Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)

Activités juridiques et comptables

Services administratifs et de soutien

14,2%

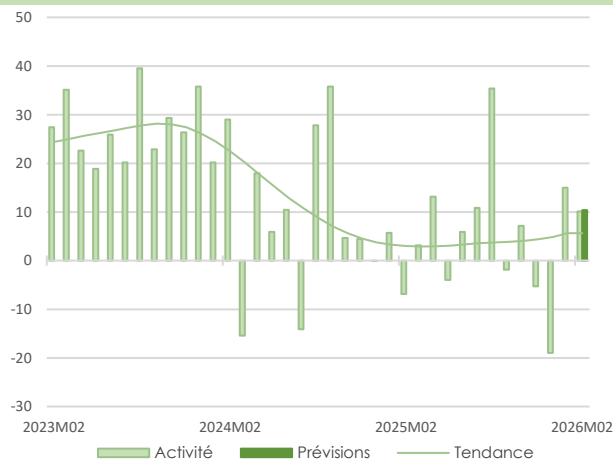
Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)



10,7%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)

Conseil pour les affaires et la gestion



L'activité du conseil progresse légèrement en février, prolongeant la tendance observée le mois précédent. La demande reste dynamique, portée notamment par les secteurs privés les plus actifs — comme la banque-assurance — ainsi que par l'essor des technologies d'IA. Pour accompagner cette croissance, les professionnels renforcent leurs effectifs. En matière de prix, des ajustements tarifaires sont conduits à la hausse, et la trésorerie reste stable. Les perspectives pour mars sont bien orientées, malgré un contexte géopolitique international qui continue de générer certaines incertitudes.

Le conseil confirme sa dynamique pour le deuxième mois consécutif.

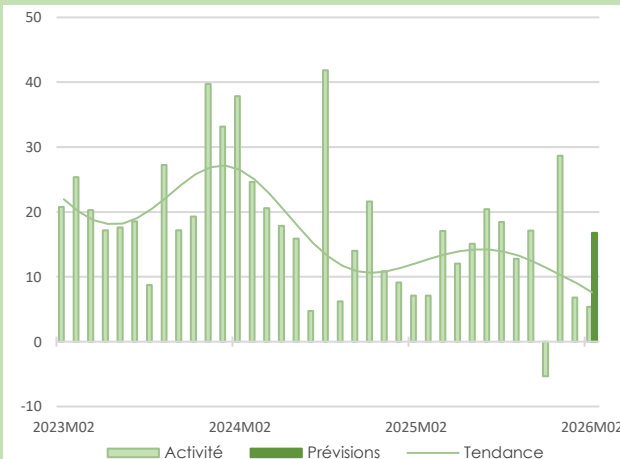
Ingénierie technique

L'activité est globalement favorable en février dans la continuité du mois précédent, grâce à la demande portée notamment par les segments de l'aéronautique et de la défense. Les prix s'orientent à la hausse, sous l'effet de la demande ou à l'occasion des renouvellements contractuels. L'évolution de l'activité et des prix soutient la trésorerie. Les effectifs augmentent pour accompagner la croissance et renforcer l'expertise. Les perspectives pour mars apparaissent très favorables, portées par une forte demande des principaux secteurs industriels, même si la visibilité demeure limitée au-delà du court terme.

L'activité poursuit sa trajectoire favorable dans l'ingénierie technique.

8,4%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)



Une activité toujours en hausse dans l'édition.

Après un mois de janvier particulièrement soutenu, l'activité du secteur de l'édition poursuit une bonne dynamique ce mois-ci - portée par les éditeurs de logiciels - notamment grâce à une forte demande du secteur des matériels de transports et aux besoins portés par l'innovation technologique de l'IA alors qu'un attentisme est perçu chez les clients publics en raison des élections municipales et de la réduction budgétaire. La trésorerie et les effectifs restent globalement stables. Les perspectives restent favorables pour le mois prochain, dans un contexte de bonne dynamique des affaires malgré les incertitudes ressenties par la profession.

Édition

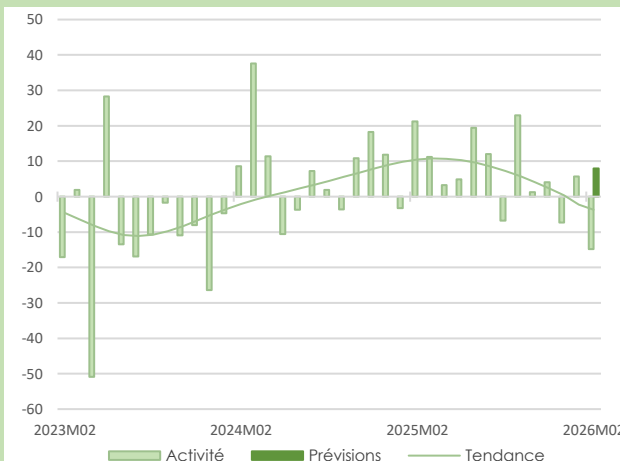
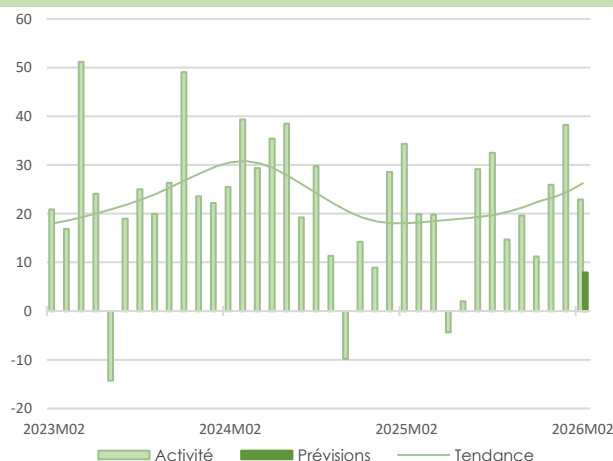
L'activité recule ce mois-ci.

L'activité est en recul ce mois-ci, dans un contexte de demande en forte baisse, lié notamment à la saisonnalité de début d'année, aux vacances scolaires, au ralentissement de certains secteurs (automobile notamment), au contexte électoral, et à la concurrence accrue. Les prix enregistrent une légère hausse, en partie liée à celle du carburant liée au conflit au Moyen-Orient. Ces facteurs ont des conséquences défavorables sur le niveau de trésorerie qui continue à se dégrader alors que les effectifs restent globalement stables. Les chefs d'entreprises anticipent une hausse de l'activité pour le mois à venir, malgré l'inquiétude liée à l'évolution du contexte géopolitique et énergétique.

Transports routiers de fret et par conduites

5,9%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)



5,3%

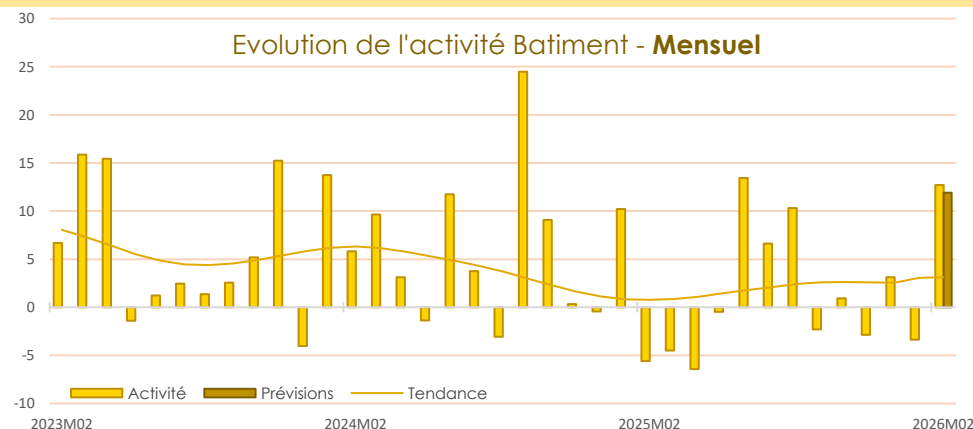
Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)



Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

L'activité du bâtiment connaît une nette reprise ce mois-ci, portée par la dynamique du gros œuvre qui entraîne l'ensemble du secteur. Ce dynamisme est notamment la conséquence de rattrapages de chantiers ainsi que de retombées commerciales. Les prix restent globalement stables et les effectifs se maintiennent au même niveau. Les perspectives pour le mois prochain demeurent favorables, confirmant le redressement en cours. Après plusieurs mois de repli, les carnets de commandes atteignent désormais un point de retournement, signe d'une stabilisation progressive. Le secteur reste toutefois soumis à des incertitudes importantes, en particulier en raison de l'attentisme pré-électoral et des tensions internationales liées au conflit au Moyen-Orient.

Evolution de l'activité Bâtiment - Mensuel



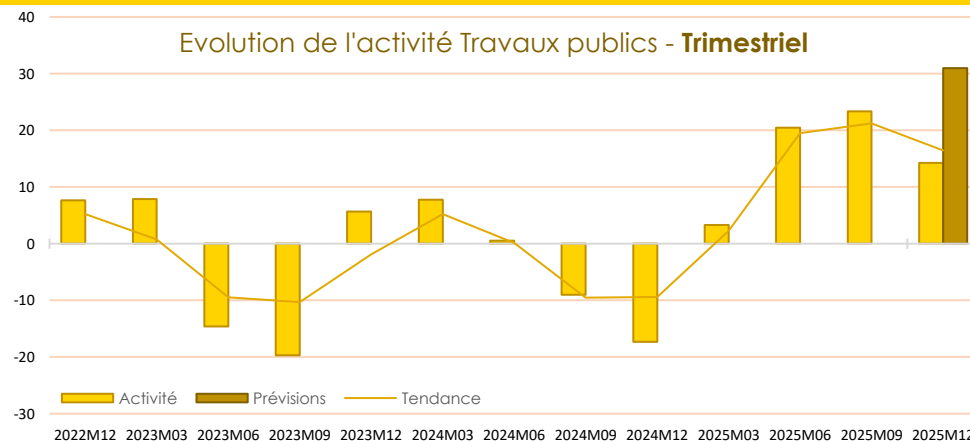
Conformément aux anticipations formulées le mois dernier, l'activité du bâtiment se redresse ce mois-ci, portée par une progression significative du gros œuvre. Les perspectives pour le mois prochain demeurent bien orientées dans les deux segments. Cette amélioration s'explique principalement par la reprise de chantiers précédemment décalés et par un démarrage saisonnier favorable. Une inflexion apparaît également sur les carnets de commandes, désormais stabilisés, sous l'effet notamment de nouveaux contrats dans le gros œuvre, et, dans le second œuvre, des mesures adoptées dans le budget 2026 — en particulier celles concernant le statut du bailleur privé, perçues par la profession comme un levier potentiel de relance.

Cette dynamique reste toutefois freinée par un contexte encore incertain : l'attentisme lié aux élections municipales continue de retarder le lancement des projets des collectivités, et des interrogations persistent quant à la mise en œuvre opérationnelle de certains dispositifs, notamment autour du PTZ. Par ailleurs, plusieurs entreprises font état d'inquiétudes face au contexte international, susceptible de générer des tensions d'approvisionnement et de nouvelles hausses des prix des matières premières, avec un impact potentiel sur la demande. Malgré ces facteurs d'incertitude, les effectifs demeurent stables ce mois-ci, et les prévisions indiquent une stabilité similaire pour les semaines à venir.

POUR RAPPEL : ENQUÊTE TRIMESTRIELLE DE DECEMBRE 2025

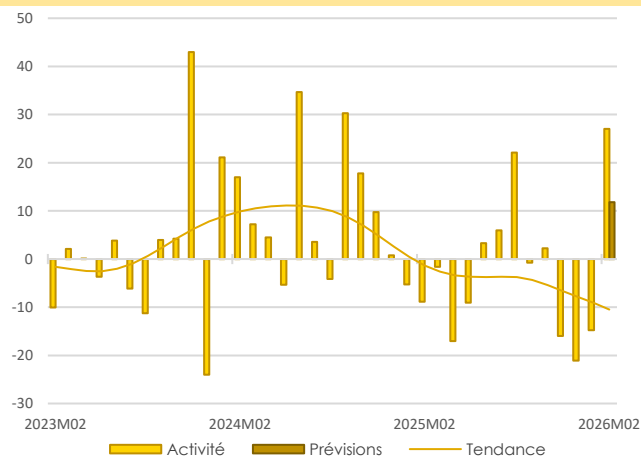
Malgré une fin d'année moins dynamique en raison de la période des fêtes, la reprise de l'activité dans les travaux publics se confirme au quatrième trimestre, portée par une dynamique appelée à se poursuivre dans les mois à venir. Cette amélioration s'appuie notamment sur une amélioration des carnets de commandes, signe d'un regain de la demande. Parallèlement, les prix des devis enregistrent un léger repli, mais une remontée est anticipée pour la période suivante. Les effectifs demeurent stables pour l'instant, mais une forte augmentation est attendue au prochain trimestre, en lien avec l'intensification prévue de l'activité. Cependant, les chefs d'entreprise identifient comme sources d'incertitude principales les contraintes budgétaires des collectivités ainsi que l'approche des élections municipales, deux facteurs susceptibles d'affecter le niveau d'activité au cours du premier semestre 2026.

Evolution de l'activité Travaux publics - Trimestriel



26,3%

Part des effectifs dans ceux du BTP (ACOSS 12/2024)



Gros œuvre

Après le repli observé ces derniers mois, l'activité du gros œuvre enregistre ce mois-ci une nette reprise. Cette évolution pourrait annoncer un changement de tendance pour le secteur, à la lumière des prévisions favorables pour le mois prochain. La reprise s'explique par le rattrapage de chantiers décalés en raison des fêtes et des intempéries mais aussi de nouveaux marchés. Toutefois, des zones d'incertitude demeurent, notamment autour de la mise en application des dispositifs adoptés dans le budget 2026 (comme le Prêt à Taux Zéro), ainsi que de l'attentisme lié aux élections municipales, qui continue de ralentir les projets portés par les collectivités locales.

Une reprise marquée de l'activité malgré un contexte d'incertitudes.

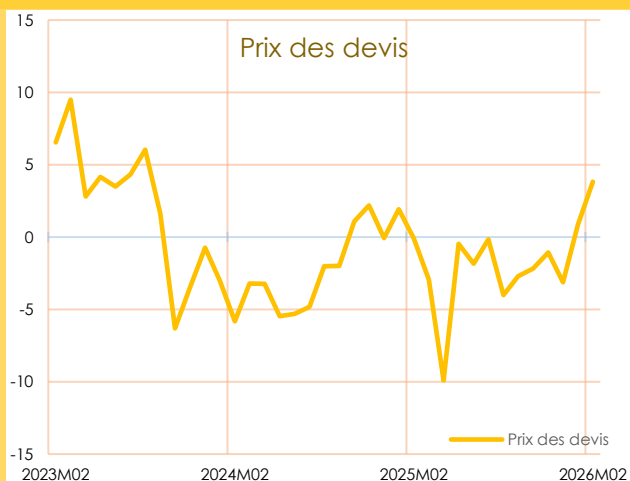
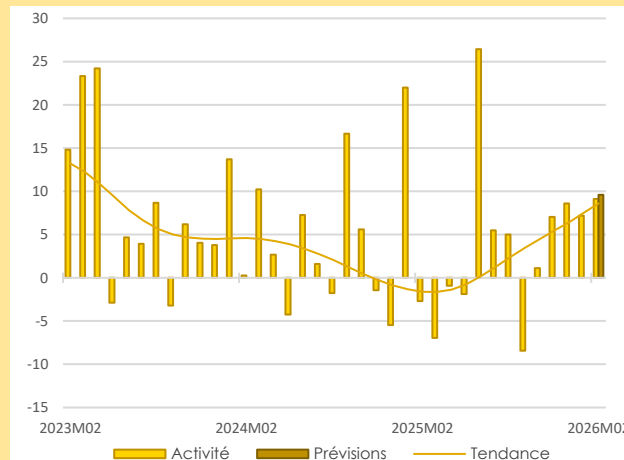
Second œuvre

L'activité du second œuvre enregistre une légère progression ce mois-ci, prolongeant ainsi la dynamique positive observée ces derniers mois. Les perspectives pour le mois prochain restent également orientées à la hausse, soutenues notamment par les évolutions législatives concernant le statut du bailleur privé, perçues par les chefs d'entreprise comme un facteur de soutien pour le secteur. Cependant, l'attentisme lié aux élections municipales continue de peser sur l'activité, tandis que les incertitudes internationales suscitent des inquiétudes, en particulier face au risque d'une hausse des prix des matières premières, qui pourrait freiner la demande des particuliers.

Une dynamique haussière qui se confirme dans le second œuvre en dépit d'un contexte incertain.

54,5%

Part des effectifs dans ceux du BTP (ACOSS 12/2024)



Prix des devis

Des prix qui restent globalement stables en février.

Dans l'ensemble du bâtiment, les prix des devis restent stables, avec des évolutions contrastées selon les segments. Le gros œuvre affiche globalement une hausse des prix ce mois-ci, à nuancer par une tendance à la baisse des prix pour les marchés importants sous l'effet d'une concurrence accrue et du recul des appels d'offre lié à l'attentisme pré-électoral. Dans le second œuvre, les prix baissent légèrement, avec une stabilité attendue le mois prochain, malgré des craintes naissantes de tensions sur les prix de l'énergie liées à la crise internationale.

Prix des devis - Bâtiment

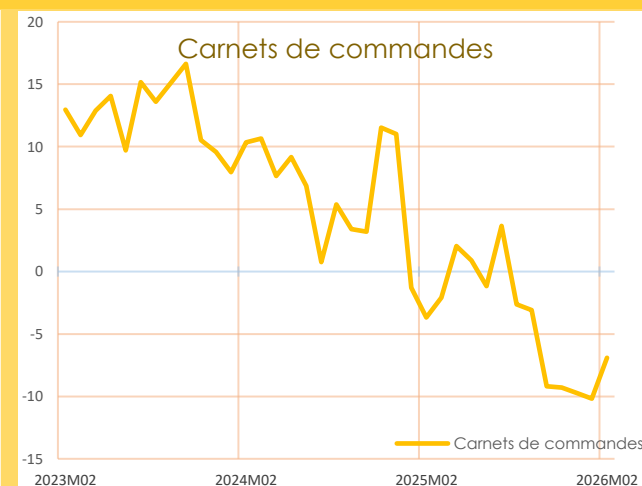


BÂTIMENT

Les carnets de commandes se stabilisent bien que le contexte reste incertain.

Après un recul qui perdurait depuis plusieurs mois, l'évolution des carnets de commandes apparaît globalement plus stable ce mois-ci. Cette situation favorable est la conséquence de contrats récents et d'une prospection efficace dans le gros œuvre et d'une meilleure visibilité pour le second œuvre. Elle s'inscrit toutefois dans un contexte d'incertitudes persistantes autour de la mise en œuvre des dispositifs issus du budget 2026, sur fond de crise de logement neuf. Par ailleurs, le décalage des commandes de chantiers et l'attentisme des collectivités, en lien avec les élections municipales, continuent de peser sur la demande publique.

Carnets de commandes - Bâtiment



Carnets de commandes



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Épargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises
 Conjoncture	Tendances régionales en Île de France Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

Tour EQHO 2 avenue GAMBETTA CS 20069 - 92066 PARIS LA DEFENSE CEDEX

 **01.46.41.15.03**

 **0975-emc-ut@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

Marie-Laure ALBERT, Directrice des Affaires Régionales

Directeur de la publication

Alain GERBIER, Directeur Régional

Ont contribué à la rédaction

Clara DU MESNIL DU BUISSON – Isabelle ROUSSENNAC

Nadia MALLOUKI – Estelle THIEFFINE – Kamilia SAYAD - Victor TOGHRAI

